RAPPORT ANNUEL 2016

FSD
FRANCE

SOMMAIRE

Association FSD France	1
Rapport moral du président	3
République Centrafricaine	6
Angola	9
Philippines, Mindanao	11
Rapport de performance	14
Rapport financier	16

Association FSD France
33 Allée du Joran
F-74160 Feigères, France

Phone: +33 450 35 15 43
Email: info@fsdfrance.fr
Web: www.fsdfrance.fr

ASSOCIATION FSD FRANCE

L'association FSD France travaille pour améliorer la sécurité humaine, dans des situations précaires marquées par la violence et l'instabilité. Les activités principales sont la lutte contre les mines anti-personnel et les munitions non-explosées, ainsi que la dépollution de sites contaminés.

L'association FSD France est apolitique et sans but lucratif. Créé en 2008, FSD France a un statut d'association humanitaire régi par la loi du 1er juillet 1901. FSD France est reconnue comme œuvre d'intérêt général. Des versements sous forme de dons peuvent permettre une réduction de l'impôt sur le revenu.

Ce sont des professionnels du déminage et de l'action humanitaire qui ont créé cette association. L'idée a toujours été de générer des résultats concrets sur le terrain, là où il y la population civile, menacée par l'insécurité, l'instabilité et la guerre.

L'association FSD France est, pour l'essentiel, financée par des subventions de la Communauté Européenne.

Au siège, ce sont des bénévoles qui assurent le fonctionnement de l'organisation. Sur le terrain, ce sont des professionnels pointus qui mènent des actions parfois dangereuses. Nos experts sont conscients des risques encourus. Ils vont sur place pour recruter et former des spécialistes locaux, puis ils supervisent les travaux pendant toute la durée des contrats avec les bailleurs de fonds.

L'association FSD France a un accord de coopération avec la FSD qui est basée à Genève, en Suisse. Pour le déminage humanitaire, elle utilise les modes opératoires normalisés de la FSD Suisse. Les opérations sur le terrain sont souvent mis en œuvre conjointement. La FSD France porte cependant seule la responsabilité du reporting envers ses donateurs.

RAPPORT MORAL DU PRÉSIDENT

Cher membres, chères membres,

Ces dernières années, l'association FSD France a mis en oeuvre les contrats suivants:

PAYS	Durée	Contrat	EURO
CAR	15.06.15 - 15.12.16	Support au Ministère de la Défense en République Centrafricaine pour le rétablissement des infrastructures détruites pendant la guerre.	1'498'450
PHILIPPINES	01.09.15 - 28.02.17	Lutte contre les munitions non-explosées en support au processus de paix à Mindanao.	1'350'000
	01.01.14 - 31.08.15		875'000
	01.11.12 - 31.12.13		552'098
LIBAN	01.09.10 - 31.05.12	Déminage de sous-munitions au sud du Liban.	989'539
	15.02.08 - 31.12.08		650'000
ANGOLA	18.01.11 - 31.10.16	Expertise IMSMA pour le système de gestion des données liées à la lutte contre les mines en Angola.	550'000

Fin 2015, nos opérations en République Centrafricaine ont débuté avec un budget très limité, dans une situation sécuritaire très volatile. L'agence onusienne MINUSCA, le PNUD et la Communauté Européenne nous ont confié une opération délicate au sein des forces armées. Il s'agissait d'assister le Ministère de la Défense à se reconstituer après qu'il a été dissous par les ravages de la guerre civile.

Les résultats obtenus pour ce premier volet opérationnel ont été suffisamment tangibles et concluants pour que la CE confie à notre organisation un projet important pour 2016 qui portait sur deux volet: d'une part, il s'agissait d'assister l'armée à reconstruire ses bases dans la capitale et d'autre part à développer un système informatique adapté aux besoins spécifiques de l'armée qui lui permette de constituer et gérer ses effectifs de manière professionnelle, et à former l'état-major dans l'utilisation de ces nouveaux outils.

Malgré l'instabilité politique et sécuritaire pendant la mise en œuvre de ce projet, tous les objectifs ont été atteints par notre équipe et le donateur nous a demandé de concevoir une suite de ce projet pour 2017. En cette fin d'année, nous sommes optimistes d'obtenir très prochainement un financement conséquent pour la suite de cette opération importante.

Les équipes de FSD France ont continué aussi à œuvrer en faveur du processus de paix à Mindanao, au sud des Philippines. Comme en RCA, le défi pour nos équipes n'est pas seulement technique, mais s'avère aussi très délicat au niveau des processus politiques qui visent un apaisement définitif de ce conflit qui déstabilise la région depuis de très nombreuses années.

En Angola, la mission d'assistance aux autorités nationales dans la gestion de l'information du secteur mines est arrivée à échéance après trois années de mise à disposition d'un expert chevronné en la matière.

Trois projets conséquents, trois actions gérées avec professionnalisme – une année de succès pour FSD France, qui très certainement ouvrira d'autres portes encore plus importantes. Je remercie tous nos experts pour le travail professionnel qu'ils ont fourni!

Hansjörg Eberle
Président

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Le coup d'État de mars 2013 en République centrafricaine a entraîné tout le pays dans une crise humanitaire sans précédent provoquant un déplacement massif de population. En décembre 2015, le pays comptait environ 450'000 personnes déplacées et un nombre similaire de réfugiés dans les pays voisins. Cependant, la visite du pape François en Novembre 2015 et les élections présidentielles de février 2016 ont grandement contribué à l'apaisement des tensions intercommunautaires, tandis que les groupes armés éparpillés à l'intérieur du pays n'ont jamais cessé d'être actifs. Ainsi, si la sécurité à Bangui a continué de s'améliorer, les exactions des groupes armés continuent de provoquer des déplacements de populations. Selon l'ONU, La République centrafricaine compte encore à ce jour 402'240 PDI (personnes déplacées internes) et 462'991 réfugiés. La légère baisse du nombre de personnes déplacées internes est essentiellement le fait du démantèlement des sites de déplacés à Bangui, tandis qu'à l'intérieur du pays leur nombre a augmenté.

La FSD a mis en œuvre un projet de décontamination cofinancé par ECHO, US et la Suisse qui consistait à éliminer toutes sortes de dangers liés à la présence de restes explosifs de guerre, ainsi qu'à assurer la gestion des restes humains. Le projet a permis de décontaminer 37 puits desquels ont été sortis 34 corps. Il a également permis d'exhumer un total de 126 corps dont 122 étaient enterrés dans des concessions privées et 4 dans des maisons, tandis que 44 restes humains ont été ramassés sur des terrains en friche qui servaient de champs avant la crise. Le projet a aussi et surtout permis non seulement d'offrir une sépulture décente à toutes ces personnes, mais également d'identifier celles qui pouvaient l'être avec le soutien des proches et de délivrer aux familles des certificats de décès grâce à l'étroite collaboration développée par la FSD avec les mairies de Bangui et de Bimbo.

Par ailleurs, à travers son plaidoyer, la FSD a contribué à la réouverture de l'accès au cimetière musulman et à la réalisation du pacte de non-agression et de réconciliation communautaire entre les habitants du 3ème arrondissement et ceux de Bimbo3. Ce pacte de non-agression a été signé à Boeing le 11 Février 2016 et est toujours d'actualité à ce jour.

Sur financement du Fonds humanitaire et d'un donateur privé, la FSD a mis en œuvre dans l'Ouham Pende (Paoua et Bocaranga) et dans la Mambere Kadei (Carnot et Gadzi) un projet d'éducation aux risques des restes explosifs de guerre (REG) et de réduction des violences armées (RVA).

NE TOUCHEZ PAS!
FSD
TAXI MOTO

Un total de 981 sessions de sensibilisation aux risques des restes explosifs de guerre ont été organisées au cours de la période de mise en œuvre du projet pour un total de 62'422 bénéficiaires dont 39'362 enfants. De plus, 100 motos-taxis à Paoua, et 50 à Bocaranga ont bénéficié d'une sensibilisation sur les restes explosifs de guerre et sensibilisent à leur tour leurs pairs.

Concernant la « réduction des violences armées », la FSD a organisé un total de 199 sessions au profit de 11'902 personnes dont 8'925 enfants, parmi lesquels 3'946 filles et jeunes filles.

Tout au long de l'année 2016, la FSD a mis en œuvre le projet de « soutien aux capacités d'organisation et d'administration du ministère de la Défense en vue de permettre la surveillance civile du secteur de la défense en République centrafricaine » financé par l'Union européenne. Ce projet a permis de mener les actions suivantes :

- Réhabilitation des lieux de travail au ministère de la Défense nationale et à l'État-Major des Armées
  Une action urgente était nécessaire pour permettre aux bénéficiaires du projet de travailler dans des conditions décentes. Réhabilitation de 9 bureaux et de 2 salles de réunion (1 au MINDEF et 1 à l'EMA), réhabilitation et construction de toilettes (23 réhabilités au total sur le site du MINDEF et de l'EMA), amélioration du réseau électrique et du réseau de distribution d'eau sur les deux sites.
- Équiper le ministère de la Défense nationale et l'EMA et leur permettre de fournir des services administratifs de base
  Cette action s'est traduite par la fourniture de matériel informatique: imprimantes (9) et ordinateurs portables et de bureau (72), pour équiper les bureaux en charge de l'administration du ministère, et par la fourniture de consommables afin d'assurer le fonctionnement quotidien desdits bureaux.
- Renforcer les capacités d'administration du personnel
  Identification et formation du personnel du ministère de la Défense nationale en administration générale. Un total de 25 personnes a été formé en bureautique.
- Former des spécialistes sur les outils et les logiciels dédiés à la gestion des ressources humaines, financières et logistiques
  Identification du personnel et formation des futurs spécialistes: formation de 5 personnes sur le logiciel spécifique de gestion des ressources humaines et de 12 personnes en maintenance informatique afin que le MINDEF dispose des compétences techniques nécessaires pour réaliser des interventions en cas de panne.

ANGOLA

En Juillet 2010 FSD France, en consortium avec six autres prestataires de service, et sous la direction de la société française CIVI.POL, a gagné un appel d'offre de la Communauté Européenne, pour une opération d'assistance de gestion opérationnelle et de développement des capacités de l'autorité nationale contre les mines de la République d'Angola.

FSD France contribue au travail de ce consortium avec un expert informatique spécialisé dans la programmation et dans l'exploitation de bases de données. Pour l'autorité nationale, l'information représente une ressource stratégique précieuse qu'il faut gérer de façon adéquate, afin qu'elle puisse servir de base à la prise de décisions. Il est possible de faire face à la complexité de la gestion de l'information grâce aux moyens informatisés. L'information doit être présentée avec une vision structurée des buts et des objectifs précis à atteindre. L'outil informatique utilisé par la majorité des autorités nationales de pays atteints par le fléau des mines est la base de données IMSMA.

Il ne s'agit pas seulement de mettre en place cet outil. La gestion de l'information dans cette base de données doit constamment améliorer la capacité de traitement de l'information, renforçant de la sorte le soutien offert par la direction, et donnant lieu à des pratiques exemplaires. L'expert de FSD France a formé et supervisé les spécialistes nationaux dans le recensement, le traitement et l'extraction des données pour l'ensemble du personnel de l'autorité même, ainsi que pour tous les utilisateurs dans l'action contre les mines dans la République d'Angola.

PHILIPPINES, MINDANAO

Tout au long de l'année 2016, le programme de déminage de la FSD aux Philippines a poursuivi son objectif visant à réduire les risques d'explosions, accroître les capacités des organisations locales et des volontaires en matière de déminage et faciliter les opérations conjointes de déminage des engins non explosés entre le gouvernement des Philippines et le Front Moro islamique de libération (FMIL).

Les activités de la FSD, mises en place dans le cadre du programme « Instrument contribuant à la stabilité et à la paix » de l'Union européenne, soutiennent le processus de paix à Mindanao entre le gouvernement des Philippines et le Front Moro islamique de libération. Ce programme comprend une enquête non technique sur les restes explosifs de guerre (REG), l'éducation aux risques liés aux mines, aux REG et aux engins explosifs improvisés (EEI) ainsi que la coordination de la neutralisation des REG.

Le déminage a constitué un moyen utile et politiquement neutre pour développer le respect, la confiance et la compatibilité entre les acteurs du processus de paix. En 2016, les instructeurs de la FSD ont également formé le personnel de la Joint Peace and Security Team (JPST) aux procédures de rapports et de sensibilisation aux REG. Les membres de la JPST sont issus du gouvernement et du FMIL et seront responsables du maintien de la paix et de l'ordre lors de la phase de désarmement de l'accord de paix à Mindanao.

Le programme de la FSD comprend également une assistance à la coordination de la neutralisation des REG. La force opérationnelle conjointe (JTF) de déminage, dirigée par la FSD, reste le centre d'action antimines de facto. Depuis la fin de l'année 2016, 41 missions de neutralisation des REG ont été coordonnées par la JTF. Une telle coordination constitue une partie essentielle du processus de paix puisqu'elle permet la coopération du gouvernement philippin et du FMIL sur la sécurité et les aspects techniques de la neutralisation des REG.

Outre ce travail de neutralisation technique, la FSD a mené plus de 450 enquêtes auprès de communautés locales et de villages de la région de Mindanao. 153 communautés ont identifié des dangers liés à des REG et 132 victimes de mines et de REG ont été signalées et ont fait l'objet d'une enquête. Partout où cela se révèle possible, la FSD travaille en collaboration avec les organisations locales et internationales appropriées afin de mobiliser une assistance aux victimes. En collaboration avec les bureaux de

réduction et de gestion des risques de catastrophe (DRRMO) locaux et régionaux, et afin de contribuer à la sécurité des populations de retour d'exil dans leur village, une formation aux risques liés aux REG a été dispensée aux personnes déplacées des suites d'un conflit, comprenant la résolution de conflits liés à l'occupation des sols. Les populations touchées par les REG ont bénéficié en priorité de l'ERM et, à la fin de l'année 2016, la FSD et son réseau de volontaires locaux avaient dispensé 1'983 sessions d'ERM à 126'094 bénéficiaires.

En collaboration avec le ministère de l'Éducation des Philippines, la formation des professeurs à l'ERM et la diffusion de l'ERM dans les écoles se sont poursuivies tout au long de l'année 2016. Soixante volontaires locaux, dont vingt recrues de la police nationale philippine, ont également été formés à l'ERM et déployés sur le territoire. Quatre volontaires ont aussi été formés comme instructeurs assistants. Les formations pour formateurs à l'ERM sont désormais principalement dispensées par des instructeurs philippins et, en 2017, la FSD a prévu de renforcer sa formation des instructeurs afin de permettre au ministère de l'Éducation et à d'autres organisations locales d'organiser leurs propres formations à l'ERM.

Grâce au financement de l'Union européenne, le programme de déminage de la FSD continuera de soutenir le processus de paix à Mindanao jusqu'en 2018. Le programme axera ses efforts sur le renforcement des capacités des organisations locales, et notamment des réseaux de volontaires à l'ERM et des équipes conjointes de soutien à la paix, ainsi qu'à l'établissement d'un centre de déminage de Bangsamoro.

RAPPORT DE PERFORMANCE

FSD France compte aujourd'hui des membres actifs - ou adhérents - provenant d'une dizaine de pays dans le monde. Ses membres bénévoles se réunissent tous les ans lors d'une Assemblée générale, sous forme d'un forum internet. Le Bureau se réunit quant à lui deux fois par année, pour évaluer et décider des défis de développement et de réalisation de projets opérationnels.

Le bureau est composé des personnes suivantes:

Hansjoerg Eberle, Président, 2008 - 2018
Benedikt Truniger, Vice-Président, 2008 – 2018
Friedrich Meyer, Membre, 2016 - 2019

En 2016, au niveau de la performance opérationnelle, la FSD France a:

Complété plus que 500 enquêtes de communautés et villages, dont 170 ont été identifiés avec des pollutions liées à des munitions non-explosées.

Atteint 134'062 bénéficiaires au travers de 2109 formations de sensibilisation aux risques de mines.

Réhabilité un camp offrant hébergement et zone de travail pour 2'000 soldats et officiers.

Finalisé la mise en exploitation et la programmation d'une base de données pour l'enregistrement biométrique de 10'000 employés.

Mené à bien et terminé avec succès un programme de 6 ans d'assistance au développement des capacités nationales dans le domaine de l'IMSMA.

Enfin, toujours en 2016, la FSD France a renouvelé la certification ISO 9001:2015, qui couvre les domaines des programmes d'action antimines et la gestion globale des projets, ainsi que toutes les activités qui y sont liées, parmi lesquelles la collecte de fonds, les relations avec les donateurs, la formation, la gestion du risque et les processus de soutien associés.

RAPPORT FINANCIER

BILAN au 31.12.2016

MONTANTS EN EURO	2015	2016
Actif circulant et ressources reportés /1	2’002’265	917’876
Fonds propres /2	107’205	120’393
Dettes /3	1’895’060	797’483

COMPTE DE RÉSULTAT au 31.12.2016

MONTANTS EN EURO	2015	2016
Produits d’exploitation /4	965’040	1’962’564
Produits financiers /5	65’418	126’066
Charges d’exploitation /6	1’007’469	2’039’987
Charges financières	4’352	8’456
Charges exceptionnelles		27’000
Résultat d’exploitation	**18’637**	**13’187**

Règles et méthodes comptables

Les comptes au 31 décembre 2016 sont établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L 123-12 à L123-28), du règlement ANC N°2014-03 du 05/06/2014 modifié par le règlement ANC N°2015-06 du 23/11/2015 relatif au Plan Comptable Général, du règlement ANC N°2016-07 du 04/11/2016 et des règlements du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

/1 Ce montant inclue principalement des préfinancements du bailleur de fonds
/2 Ce montant comprend le capital propre de l'association, y compris le résultat de l'année précédente
/3 Ce montant comprend EURO 381'374 de produits constatés d'avance
/4 Ce montant comprend principalement les subventions d'exploitation qui proviennent dans leur globalité de la Communauté Européenne
/5 Ce montant comprend principalement les charges administratives, accordées par le bailleur de fond
/5 Ce montant comprend l'achèvement de deux projets en 2016 : Le premier est le projet en Angola qui s'est achevé le 05.11.16 dernier pour une subvention totale de EURO 527'015. Le deuxième projet est le projet en République Centrafricaine qui s'est achevé le 15.12.16 avec une subvention totale de EURO 1'498'453.

Comme l'année précédente, l'audit a été réalisé par Bruijnse Expert-Comptable et Commissaires aux Comptes S.A.R.L., Bourdeau, France.

SYSTEM CERTIFICATION
ISO 9001
SGS